

Nous connaissons tous les effets de l'inflation. Nous sommes moins à même de soutenir la concurrence des autres pays. Donc, l'inflation met en danger nos emplois et nous vendons moins bien nos produits, chez nous comme à l'étranger. Deuxièmement, l'inflation diminue le pouvoir d'achat des économiquement faibles en faveur des riches. C'est pourquoi j'ai fait valoir plus tôt la nécessité des programmes de soutien du revenu ou d'un revenu garanti pour les personnes à faible revenu, comme le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) l'a préconisé ces dernières années.

Si nous adoptons la proposition du député de York-Simcoe, l'opposition officielle ne tarderait pas à se plaindre des augmentations de salaire. Elle en ferait toute une histoire et serait la première à s'en plaindre. Quand au NDP, si nous faisons ce qu'il propose, qu'arriverait-il? Il se plaindrait de la hausse des profits et des prix. Monsieur l'Orateur, d'un côté de la Chambre comme de l'autre, il y aurait des réactions. L'opposition ferait des critiques et ne tarderait pas à demander au gouvernement d'intervenir.

Nous, les libéraux, nous voterons contre cette proposition, car nous voulons protéger les travailleurs non-syndiqués, protéger les retraités et tous ceux qui ne sont pas représentés par des groupes forts de la société, ceux qui sont le plus durement touchés par les effets de l'inflation. Nous croyons que la politique et le programme du gouvernement, aussi imparfaits soient-ils, représentent de loin la meilleure solution et servent mieux les intérêts des Canadiens que la proposition des conservateurs dont nous sommes saisis.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député qui vient de se rasseoir ait l'intention de voter contre la motion. Je ne voudrais pas voter de la même façon parce que je n'accepte pas les arguments qu'il a avancés à propos de cette importante question.

Je tiens à appuyer la motion parce qu'à mon avis, il n'y a rien qui puisse justifier le maintien des contrôles, sauf peut-être des contrôles d'urgence qu'on pourrait imposer s'il se produisait quelque chose d'insolite dans l'économie. L'utilité que les contrôles pouvaient avoir au début est maintenant une chose du passé. Pour ma part, j'ai toujours considéré les contrôles comme inutiles, certainement dans la conjoncture actuelle. Nous n'étions pas en guerre, comme pendant les années 40. Pendant la guerre, les contrôles étaient nécessaires, même si l'on s'est aperçu qu'ils avaient créé des disparités et des injustices.

On devrait supprimer les contrôles pour bien des raisons. Certains soupçonnent le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement de vouloir que des contrôles de plus en plus stricts continuent à faire partie de notre contexte économique et social. Presque personne n'était d'accord avec la déclaration faite par le premier ministre dans son célèbre discours d'avant Noël 1975 et selon laquelle le libre marché n'était plus efficace et ne pouvait plus continuer à fonctionner. Le premier ministre a dû recevoir un dur coup quand il a vu que le Livre vert sur la période de déconstrôlisme disait que: «la plupart des Canadiens veulent maintenir cette économie hétérogène où la majorité des décisions économiques sont prises dans le secteur privé.» Cette déclaration visait à rassurer ceux qui craignaient que les contrôles ne deviennent permanents. Néanmoins, bon nombre de Canadiens craignent de plus en plus que le gouvernement

#### *Anti-inflation—Loi*

aime tellement les contrôles qu'il veuille les maintenir indéfiniment.

Voici ce que le Livre vert sur la période de déconstrôlisme dit à ce sujet: «Il faut relever le défi et gérer une économie saine et stable sans l'imposition des contrôles obligatoires.»

Le Canada éprouve non seulement de graves difficultés économiques, mais aussi de graves difficultés politiques. Hier, un article de journal disait que M. Laurin, le ministre du Québec qui s'occupe du bill n° 1, a indiqué que, même si la province de Québec perdait 23,000 emplois, c'est le risque qu'elle devait prendre pour atteindre les objectifs sociaux plus larges de son bill sur la langue. Cela montre bien que le Québec veut sincèrement obtenir son indépendance politique et que le gouvernement actuel de la province s'efforce sincèrement d'atteindre cet objectif.

Encore une fois, nous avons affaire au grave problème du chômage. Les manchettes d'hier de la *Gazette* de Montréal indiquent que le fossé s'accroît entre le Québec et le reste du pays en ce qui concerne le chômage. Un article déclare que 274,000 personnes au Québec sont sans travail actuellement, en comparaison de 215,000 il y a un an. Il y a au Canada, selon les dernières statistiques publiées en mai, 824,000 Canadiens sans emploi, quelque 116,000 de plus que l'année dernière—et cela en dépit du nombre important de personnes qui se sont retirées de la main-d'œuvre active et qui ne sont même pas comptées.

Selon l'article d'hier de ce journal, le ministre des Finances du Québec, M. Parizeau, a déclaré que son gouvernement recherchera une simple association économique élémentaire avec le reste du Canada, si le Québec se sépare. Il a déclaré à un groupe d'économistes à Fredericton que le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral sont comme deux boxeurs qui sautillent l'un autour de l'autre sur le ring avant de se porter le premier coup. On rapporte qu'il a déclaré: «Nous ne savons pas combien de temps cela va durer, mais, à un moment donné, une confrontation aura lieu et, monsieur l'Orateur, ce ne seront plus seulement la politique et nos institutions politiques qui seront touchées. Ce sera également notre économie et notre capacité générale de continuer à fonctionner sur la base économique sur laquelle le système monétaire de notre pays est fondé.» Il a continué en énumérant certains des grands problèmes au niveau fédéral-provincial qui sont causés par Ottawa, à cause d'un manque de consultation. Il a fait une remarque sur le problème que connaît l'Hydro-Québec pour établir certaines prévisions de revenu et il a fait remarquer que les politiques fédérales de développement régional au Québec ont donné une impression générale d'échec—autant pour les efforts du MEER de M. Marchand, qui s'était vanté des millions de dollars que son ministère avait investis dans le voisinage de sa circonscription.

● (2140)

Puis il y a les déclarations des hauts fonctionnaires, qui commencent à nous dire ce qu'il faut faire dans l'intérêt du pays. M. Johnson de Radio-Canada affirme qu'il n'y a qu'un moyen d'éviter l'éclatement du pays, c'est d'augmenter massivement les budgets de sa société. Il veut en faire la principale arme culturelle dans la bataille pour le canadianisme. «Je vais être aussi combatif, aurait-il dit, aussi dynamique, aussi carré, aussi bruyant et aussi honnêtement nationaliste que mes forces me le permettront». Mais si on l'écoutait, le contribuable